

# Communiqué du Conseil d'Etat

---

28 juillet 2010

La version Internet fait foi



# Sommaire

Région transfrontalière .....	5
La gestion du trafic de transit dans les communes frontalières s'organise au niveau du Projet d'agglomération.....	5
Genève-Confédération .....	6
Hommage à M. Moritz Leuenberger suite à l'annonce de sa démission du Conseil fédéral.....	6
Genève ratifie la Convention sur la participation des parlements.....	6
Genève .....	7
Restrictions concernant les feux en plein air, patriotiques et pyrotechniques .....	7
254 millions de francs pour la construction du nouveau bâtiment des lits de l'Hôpital cantonal .....	8
Puplinge : 170 nouveaux logements en perspective .....	8
Douze nouveaux logements en ville de Genève.....	9
Surélévation d'immeubles : adoption des trois dernières cartes indicatives.....	9
Autorisations de construire : simplification d'une procédure.....	10
Optimisation du recyclage des matériaux minéraux .....	10
Solution à la pénurie de zones de stockage .....	10
Aéroport international de Genève : comptes 2009 et rapport de gestion approuvés .....	11
Adoption des comptes et du rapport de gestion 2009 de la Fondation des parkings.....	11
Vers une prise en charge cantonale de l'offre complémentaire des TPG .....	12
Meyrin : consolidation du réseau de transports publics en cours .....	12
Profession de la santé : abrogation de la limite d'âge à 80 ans .....	13
Surveillance des professions de la santé et des droits des patients : règlement modifié .....	13
Aide financière accordée à l'association Stop Suicide.....	13
Parcs et jardins, pépinières et arboriculture : extension du champ d'application de la CCT.....	14
Aboutissement d'une initiative à Meyrin.....	14
Troinex : aboutissement d'un référendum .....	14
Sujets cantonaux soumis à votation le 28 novembre 2010 .....	15
Nouvelle conseillère municipale dans la commune de Presinge.....	16

Nouvelle conseillère municipale dans la commune de Cartigny.....	16
Deux nouveaux conseillers municipaux dans la commune de Lancy .....	17
Nouveau conseiller municipal dans la commune de Thônex.....	17
Nominations.....	18
Agenda des invitations à la presse .....	20

# Région transfrontalière

---

## **La gestion du trafic de transit dans les communes frontalières s'organise au niveau du Projet d'agglomération**

En réponse à une [motion](#) demandant une meilleure prise en compte de la problématique de la circulation de transit dans les communes frontalières, le Conseil d'Etat indique qu'il est nécessaire de mener une réflexion globale, aujourd'hui lancée au travers du [Projet d'agglomération](#). En effet, le déséquilibre transfrontalier emploi-logement, accentué par le dynamisme économique de l'agglomération et la croissance démographique, entraîne une augmentation du trafic traversant quotidiennement la frontière.

L'objectif du Projet d'agglomération – qui répond à la demande de la Confédération dans le cadre du financement d'infrastructures de transport – est d'assurer un développement cohérent de l'agglomération en augmentant la mixité dans les centres secondaires. Le but est de diminuer les distances à parcourir, de promouvoir l'usage des transports publics et la mobilité douce, ainsi que de mettre à disposition une offre performante en parcs relais P+R.

Dans le cadre de la mise en œuvre des planifications directrices en cours d'élaboration et qui seront présentées au Grand Conseil d'ici fin 2010, le Conseil d'Etat souligne qu'il souhaite à l'avenir, comme aujourd'hui, poursuivre un travail pragmatique avec ces partenaires privilégiés que sont les communes ou groupement de communes en fonction de la nature des projets, ceci également par le biais de groupes de travail par projet.

Sollicité plus particulièrement sur le trafic transitant par Jussy, le Conseil d'Etat explique que les alternatives s'articuleront tout d'abord sur l'offre ferroviaire RER, qui sera développée dans le cadre de la future [liaison ferroviaire Cornavin – Eaux-Vives – Annemasse \(CEVA\)](#). Cette offre se déploiera jusqu'à Thonon et desservira les différentes gares du Chablais (Perrignier, Bons-en-Chablais, Machilly). En complément, des lignes de bus de rabattement seront mises en place, ainsi qu'une offre P+R importante, également autour du prolongement du tramway jusqu'au cœur d'Annemasse. La capacité routière ainsi libérée pourra reprendre une partie du trafic pendulaire empruntant actuellement le réseau secondaire.

*Pour toute information complémentaire : M. Philippe Matthey, secrétaire général, DIM, ☎ 022 327 96 02.*

# Genève-Confédération

---

## **Hommage à M. Moritz Leuenberger suite à l'annonce de sa démission du Conseil fédéral**

Le Conseil d'Etat a tenu à rendre hommage à l'engagement politique de M. Moritz Leuenberger, à l'occasion de l'annonce de sa démission du Conseil fédéral pour fin 2010.

Conseiller fédéral chargé de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) pendant quinze ans – une longévité sans égale au cours des cinquante dernières années –, M. Leuenberger a été président de la Confédération à deux reprises, en 2001 et en 2006.

Le Conseil d'Etat garde un excellent souvenir des nombreuses visites à Genève de M. Leuenberger, récemment encore, lors du salon ITU Telecom World 2009, de la célébration du 500<sup>ème</sup> anniversaire de la naissance de Calvin, ou encore de l'inauguration de l'agrandissement de l'Aéroport international de Genève.

---

## **Genève ratifie la Convention sur la participation des parlements**

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi l'autorisant à adhérer à la Convention relative à la participation des parlements cantonaux dans le cadre de l'élaboration, de la ratification, de l'exécution et de la modification des conventions intercantionales et des traités des cantons avec l'étranger (CoParl).

Cette convention est destinée à remplacer la « Convention des conventions », en vigueur depuis 2002 dans les cantons de Fribourg, Genève, Jura, Neuchâtel, Valais et Vaud.

La CoParl prévoit l'instauration d'un Bureau interparlementaire de coordination, chargé principalement de la coordination parlementaire et de l'échange d'informations relatives aux affaires intercantionales et internationales. De plus, par rapport à la Convention des conventions, elle définit le rôle des parlements dans le domaine des conventions intercantionales tout en précisant son champ d'application et développe les moyens de contrôle de gestion interparlementaire portant sur les institutions intercantionales et les organisations communes.

Les législatifs ont été très largement associés à l'élaboration de la CoParl, puisqu'une commission interparlementaire composée de quarante-deux députés représentant les six Grands Conseils impliqués dans cette convention ont pu apporter leur contribution.

L'entrée en vigueur de la CoParl est prévue au 1<sup>er</sup> janvier 2011.

*Pour toute information complémentaire : Mme Natacha Guyot Koelliker, secrétaire adjointe, service des affaires extérieures, DARES, ☎ 022 327 90 65.*

---

## **Restrictions concernant les feux en plein air, patriotiques et pyrotechniques**

En raison de la sécheresse persistante, le Conseil d'Etat a décidé de prendre les mesures suivantes de prévention sur l'ensemble du canton :

- les feux patriotiques organisés par les communes à l'occasion de la fête Nationale sont autorisés sous la surveillance de la compagnie des sapeurs-pompiers ;
- l'emploi de pièces d'artifice de divertissement des catégories 2 et 3 (pièces d'artifice vendues dans le commerce de détail) est autorisé uniquement dans les zones prévues à cet effet par les communes et surveillées par la compagnie des sapeurs-pompiers ;
- les tirs de feux d'artifice de la catégorie 4 (qui ne sont pas tenus dans le commerce de détail) sont interdits, sauf ceux organisés par les communes et l'office du tourisme de Genève à l'occasion de la fête Nationale ou dans le cadre des fêtes de Genève, aux emplacements prévus par les autorisations délivrées à cet effet par le département de la sécurité, de la police et de l'environnement (DSPE) ;
- les feux en plein air sont interdits, y compris sur les aires habituellement autorisées telles que les aires de barbecues.

Le département de la sécurité, de la police et de l'environnement est compétent pour réévaluer la situation (interdiction totale, maintien ou levée des interdictions ou autorisations précitées), sous réserve des compétences du département de l'intérieur et de la mobilité (direction générale de la nature et du paysage) en ce qui concerne les feux en forêt et dans les milieux naturels.

*Pour toute information complémentaire : M. Bernard Bersier, chef de brigade, service des armes, explosifs et autorisations, DSPE, ☎ 022 427 84 51 ou 076 554 71 98, ou M. Patrik Fouvy, inspecteur cantonal des forêts, direction générale de la nature et du paysage, DIM, ☎ 022 388 55 48 ou 079 248 64 56.*

---

## 254 millions de francs pour la construction du nouveau bâtiment des lits de l'Hôpital cantonal

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi ouvrant un crédit d'investissement de 253,687 millions de francs pour la construction et l'équipement du nouveau bâtiment des lits (BDL2) des Hôpitaux universitaires de Genève. Ce nouvel édifice se situera à l'angle de la rue Alcide-Jentzer et du boulevard de la Cluse, face à la maternité.

Il répondra aux standards actuels aussi bien en termes sanitaires qu'environnementaux. Composé de sept étages d'hospitalisation, d'un socle de trois étages relié au bâtiment OPERA existant et de trois niveaux en sous-sol, le BDL2 proposera 350 lits répartis dans 196 chambres à un ou deux lits, ainsi que le regroupement des blocs opératoires et des soins intensifs adultes, offrant ainsi une meilleure prise en charge des patients.



La construction de cet édifice répond à un besoin impérieux. En effet, l'actuel bâtiment des lits, qui date des années 1960, ne répond plus aux exigences du moment, notamment en raison des nombreuses chambres à sept lits qui le constituent, de l'absence de sanitaires dans les chambres, de l'état de la façade du bâtiment (carbonatation du béton, acoustique et isolation thermique) et de ses installations techniques vétustes (chauffage et ventilation). Une fois le nouveau bâtiment réalisé, l'actuel bâtiment des lits pourra être rénové et adapté pour accueillir des chambres à un ou deux lits avec sanitaires intégrés. L'ergonomie des bureaux infirmiers sera également améliorée.

La réalisation du nouveau bâtiment des lits s'inscrit dans le cadre de la planification hospitalière prévue dans le [rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil du 11 octobre 2000](#), visant la rationalisation et l'amélioration des structures d'hospitalisation et garantissant une sécurité et une hygiène optimales selon les standards hospitaliers en vigueur.

Sous réserve de l'adoption du projet de loi par le Grand Conseil, les travaux pourraient démarrer durant l'été 2011 et s'achever en été 2015.

*Pour toute information complémentaire : M. Marc Andrié, directeur des investissements, du patrimoine et des actifs, office des bâtiments, DCTI, ☎ 022 546 62 10.*

---

## Puplinge : 170 nouveaux logements en perspective



Le Conseil d'Etat a adopté un plan localisé de quartier (PLQ) situé entre la rue de Frémis et le chemin de Plein-Champs, à Puplinge. Quatre parcelles affectées à la zone de développement 4B (zone rurale applicable aux villages et aux hameaux) sont concernées.

Le PLQ prévoit la construction de neuf immeubles de deux étages sur rez plus attique, totalisant 170 logements. Le rez-de-chaussée d'un des bâtiments pourra en outre accueillir des activités commerciales ou administratives.

Un garage souterrain d'une capacité de 320 places sera également réalisé, de même que 28 places situées à l'extérieur qui s'ajouteront aux 46 places existantes le long de la route de Frémis.

L'enquête publique ouverte du 4 décembre 2009 au 14 janvier 2010 a suscité une observation, à laquelle le département des constructions et des technologies de l'information (DCTI) a répondu en date du 27 janvier 2010. Le Conseil municipal de la commune de Puplinge a par ailleurs donné un préavis favorable en date du 4 mars 2010. La procédure d'opposition au projet de PLQ ouverte du 23 avril au 24 mai 2010 n'a, quant à elle, suscité aucune opposition.

Dès la publication de l'arrêté du Conseil d'Etat dans la Feuille d'avis officielle, le plan sera disponible sur le site internet de l'Etat de Genève à l'adresse [www.ge.ch/amenagement/plansadoptes](http://www.ge.ch/amenagement/plansadoptes).

*Pour toute information complémentaire : M. Jacques Moglia, attaché de direction, direction générale de l'aménagement du territoire, DCTI, ☎ 022 546 73 16.*

---

## Douze nouveaux logements en ville de Genève



Le Conseil d'Etat a adopté un arrêté permettant de délivrer une autorisation de construire portant sur la réalisation d'un immeuble d'habitation sis avenue de Luserna n°28, en ville de Genève.

D'un gabarit de cinq étages plus attique, l'immeuble comportera douze appartements en propriété par étage (PPE).

*Pour toute information complémentaire : M. Raphaël Conti, gestionnaire, service immobilier, office du logement, DCTI, ☎ 022 546 65 37.*

---

## Surélévation d'immeubles : adoption des trois dernières cartes indicatives

Le Conseil d'Etat a adopté les trois dernières cartes indicatives déterminant les immeubles susceptibles d'être surélevés en 2<sup>e</sup> (quartiers édifiés sur le territoire des anciennes fortifications et des quartiers nettement urbains qui leur sont contigus) et 3<sup>e</sup> zones de construction (régions dont la transformation en quartiers urbains est fortement avancée). Elles concernent les secteurs du [Pont-d'Arve – La Cluse](#), des [Bastions – Champel](#) et le quartier des [Eaux-Vives](#). Au total, [quinze cartes indicatives](#) ont été adoptées à ce jour (voir [communiqué du 25 février 2009](#) et [points de presse du 30 novembre 2009](#) et du [17 mars 2010](#)).

Ces cartes sont prévues par les [nouvelles dispositions légales](#) qui permettent de surélever certains immeubles pour réaliser des logements. Elles n'ont pas de portée juridique propre. Le potentiel de surélévation des immeubles doit être déterminé sur la base d'un projet d'architecte faisant l'objet d'une demande d'autorisation de construire soumise aux dispositions légales applicables.

L'intérêt manifesté par les propriétaires publics ou privés pour une requalification de leur patrimoine en rapport avec ces dispositions montre que celles-ci répondent à un besoin.

*Pour toute information complémentaire : M. Laurent Forestier, secrétaire général adjoint responsable de la communication, DCTI, ☎ 022 327 31 12 ou 079 240 83 67.*

---

## **Autorisations de construire : simplification d'une procédure**

Le Conseil d'Etat a adopté une modification du règlement d'application de la [loi sur les constructions et les installations diverses \(LCI\)](#). Cette adaptation est rendue nécessaire par l'introduction du nouvel article 7 de la LCI, voté par le Grand Conseil le 17 septembre 2009 et supprimant partiellement le permis d'occuper, respectivement d'habiter.

Les modifications apportées au règlement énumèrent en particulier les différentes constructions ou installations considérées comme ouvertes à un large public qui demeurent soumises à la délivrance d'un permis d'occuper. Elles fixent également la procédure à suivre.

La suppression partielle du permis d'habiter ou d'occuper responsabilisera davantage les milieux professionnels concernés et permettra aux services de l'administration de concentrer leurs efforts sur le suivi des requêtes en autorisation de construire. Les procédures en autorisation de construire se voient dès lors simplifiées et accélérées.

*Pour toute information complémentaire : M. Edi Da Broi, directeur général de l'office des autorisations de construire, DCTI, ☎ 022 546 64 01.*

---

## **Optimisation du recyclage des matériaux minéraux**

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de modification de la [loi sur les gravières et exploitations assimilées](#), qui permettra d'augmenter la part de recyclage des matériaux minéraux et ainsi de prolonger la durée de vie des réserves de sable et de gravier dans le canton de Genève.

Les nouvelles dispositions proposées donneront en effet la possibilité de stocker provisoirement et/ou de traiter des matériaux minéraux sur le site d'une gravière.

*Pour toute information complémentaire : Michel Meyer, directeur du service de géologie, sols et déchets, DSPE, ☎ 022 546 70 77.*

---

## **Solution à la pénurie de zones de stockage**

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de modification de la [loi sur la gestion des déchets](#) qui permettra de stocker des matériaux d'excavation non pollués par la création de décharges *ad hoc* en suivant une procédure similaire à celle prévue par la [loi sur les gravières et les exploitations assimilées](#).

A la fin de l'exploitation de la décharge, les terrains concernés retourneront à leur affectation d'origine, soit bien souvent à la zone agricole, la fertilité des sols étant préservée.

*Pour toute information complémentaire : Michel Meyer, directeur du service de géologie, sols et déchets, DSPE, ☎ 022 546 70 77.*

---

## **Aéroport international de Genève : comptes 2009 et rapport de gestion approuvés**

Le Conseil d'Etat a approuvé les comptes 2009 de l'Aéroport international de Genève (AIG) et transmis au Grand Conseil son rapport sur la gestion de l'AIG.

En 2009, l'AIG a bien résisté à la crise économique mondiale. Alors que le secteur aérien perdait quelque 4,1% de trafic au plan mondial, et 5,7% au plan européen, l'AIG a pu limiter la baisse à 1,7% de passagers en moins que l'année précédente (11,324 millions en 2009 contre 11,524 millions en 2008), grâce à la bonne tenue des destinations en Europe orientale, au Maghreb et au Moyen-Orient, et surtout à l'ouverture de nouvelles lignes intercontinentales vers Montréal et Washington DC. Le nombre de vols a, lui, diminué de manière nettement plus forte (-9,2% : 172'671 mouvements en 2009 contre 190'117 en 2008).

Les revenus aéronautiques manifestent une grande stabilité. A l'inverse, les revenus issus des concessions commerciales ont nettement diminué (-15,6%) en raison des effets conjugués de la conjoncture mondiale, de la réduction de l'activité de certains commerces pendant les travaux d'extension du terminal T1+ et de la faiblesse de la livre sterling (24% des passagers en trafic de ligne à l'AIG partent à destination du Royaume-Uni). Du côté des charges, l'évolution la plus notable concerne le personnel (adaptation des salaires et participation à la caisse de retraite), avec une hausse de 7,71%.

Au 31 décembre 2009, l'AIG dégage un bénéfice de 39,632 millions de francs (en baisse de 34% par rapport à 2008), dont la moitié a été versée à l'Etat de Genève. L'autre moitié sert à renforcer la capacité de l'AIG à investir dans les infrastructures nécessaires à sa pérennité, en particulier la future aile destinée à l'accueil des gros porteurs, dont le programme de législature du Conseil d'Etat prévoit le début des travaux en 2010 déjà.

L'année 2009 a été marquée par l'achèvement des travaux d'extension du terminal 1, qui ont nécessité quelque 230 millions de francs d'investissements en trois ans, entièrement à charge de l'AIG. Les efforts consentis par l'AIG ont été récompensés en 2009 par le prix décerné par l'Association internationale du transport aérien (IATA) à l'aéroport ayant connu les plus notables améliorations, le « *Most improved airport* ». L'AIG a également été récompensé en 2009 par le « Prix européen des plans de mobilité d'entreprise » pour ses efforts en faveur de la mobilité douce des employés actifs sur le site de l'aéroport. Début juillet 2010, l'Air Transport Research Society (ATRS) confirmait les options stratégiques prises par l'AIG au cours des dernières années en lui décernant le prestigieux prix de l'aéroport le plus efficient dans la catégorie des moins de 15 millions de passagers.

*Pour toute information complémentaire : M. Bernard Favre, secrétaire général adjoint, DSE,  
☎ 022 546 54 10.*

---

## **Adoption des comptes et du rapport de gestion 2009 de la Fondation des parkings**

Le Conseil d'Etat a adopté les comptes 2009 de la Fondation des parkings (FP) présentés selon les normes IPSAS, ainsi que son rapport au Grand Conseil sur le rapport de gestion de la fondation pour le même exercice. La FP est une entreprise de droit public au service de la politique des déplacements édictée par l'autorité cantonale. Elle a notamment pour priorité la construction de parcs relais P+R et de parkings habitants, tout en agissant aussi comme conseil.

Les comptes 2009 se soldent par un bénéfice de 7 millions de francs (2008 : 5,9 millions de francs) avec un total des produits se montant à 32,9 millions de francs (2008 : 29,9 millions de francs) et un total des charges à 25,9 millions de francs (2008 : 23,9 millions de francs).

2009 a été l'année de la reprise du contrôle du stationnement sur le territoire de la Ville de Genève, de manière progressive dès le 1<sup>er</sup> septembre 2009 et totale dès le 1<sup>er</sup> janvier 2010, ce qui a nécessité l'engagement de 55 personnes supplémentaires. C'est également durant cette année que l'Etat a confié à la

Fondation la gestion des parkings du département de l'instruction publique, de la culture et du sport (DIP) et d'autres parkings, ce qui s'est traduit par l'intégration de 80 parkings supplémentaires à gérer. Avec cette croissance, la Fondation a dû adapter son encadrement et ses compétences pour répondre au mieux aux attentes du public.

Le bénéfice de la Fondation se décompose de la manière suivante :

- parkings publics, privés et P+R : 1,8 million de francs ;
- macarons : 4,5 millions de francs ;
- service du stationnement, y compris tri-monnaie : 0,6 million de francs.

Grâce à une politique de désendettement poursuivie depuis plusieurs années (8 millions de francs remboursés en 2009), la Fondation est prête à envisager avec confiance les nombreux investissements à venir avec l'extension de parcs relais P+R comme celui de Sous-Moulin ou la construction de nouveaux P+R.

*Pour toute information complémentaire : M. Philippe Matthey, secrétaire général, DIM, ☎ 022 327 96 02.*

---

### **Vers une prise en charge cantonale de l'offre complémentaire des TPG**

En réponse à une [pétition](#) demandant le maintien de la ligne de minibus 36 desservant la Vieille-Ville, le Conseil d'Etat rappelle que son financement a pu être garanti pour 2010 et qu'il a été prévu dans le contrat de prestations TPG 2011-2014. Ce contrat a été adopté par le gouvernement le 30 juin dernier (voir [communiqué](#)), mais doit encore être avalisé par le Grand Conseil d'ici fin 2010.

Le maintien de cette ligne avait été mis en péril lorsque la Ville de Genève avait résilié la convention financière qui la liait aux Transports publics genevois (TPG), avant de revenir sur sa décision afin de la financer jusqu'à l'échéance du contrat de prestations 2007-2010.

Dans le contrat de prestations TPG 2011-2014 qu'il a soumis aux députés, le Conseil d'Etat propose que le canton prenne entièrement en charge le financement du minibus 36, au même titre que l'ensemble des lignes financées auparavant par les communes dans le cadre de l'offre complémentaire.

*Pour toute information complémentaire : M. Philippe Matthey, secrétaire général, DIM, ☎ 022 327 96 02.*

---

### **Meyrin : consolidation du réseau de transports publics en cours**



En réponse à trois résolutions du Conseil municipal de Meyrin, le Conseil d'Etat a indiqué que dans le cadre de la mise en service du tram Cornavin – Meyrin – CERN (TCMC) en décembre 2009, il œuvre à faciliter le report modal dans la commune en permettant à ses habitants de rejoindre les nouvelles lignes de tram dans les meilleures conditions possibles. Les évolutions de la desserte en transports publics étudiées par le canton en collaboration avec les TPG permettront d'atteindre ce but.

Le nouvel itinéraire de la ligne 56 (Meyrin-Village – CERN), entré en vigueur fin juin, permet de desservir de manière plus appropriée le centre du territoire de la commune de Meyrin.

En mai 2011, lorsque la ligne de tram *direttissima* reliera directement le CERN aux Avanchets (via le village de Meyrin et la route de Meyrin), la ligne de bus 57 (Aéroport – Gare de Vernier-Meyrin) verra sa fréquence améliorée, passant de 15 minutes à environ 10 minutes en heures de pointe. Cette ligne fonctionnera

également les dimanches et jours fériés à une fréquence de 30 minutes. Ces améliorations seront mises en place sous réserve de l'adoption du contrat de prestations TPG 2011-2014 par le Grand Conseil.

*Pour toute information complémentaire : M. Philippe Matthey, secrétaire général, DIM, ☎ 022 327 96 02.*

---

### **Profession de la santé : abrogation de la limite d'âge à 80 ans**

Le Conseil d'Etat a adopté à l'attention du Grand Conseil un projet de modification de la [loi sur la santé, du 7 avril 2006](#) abrogeant la limite d'âge pour exercer une profession de la santé, aujourd'hui fixée à 80 ans.

Ce projet de modification fait suite à un récent [arrêt du Tribunal administratif](#). L'autorité judiciaire a en effet conclu que le droit cantonal ne pouvait fixer aucune limite d'âge absolue à l'exercice à titre indépendant d'une profession médicale universitaire. Il a en effet estimé que la [loi fédérale sur les professions médicales universitaires, du 23 juin 2006](#), réglait de façon exhaustive les conditions pour pratiquer.

*Pour toute information complémentaire : M. Christian Robert, pharmacien cantonal, DARES, ☎ 022 546 51 88.*

---

### **Surveillance des professions de la santé et des droits des patients : règlement modifié**

Le Conseil d'Etat a adopté une modification du règlement concernant la constitution et le fonctionnement de la commission de surveillance des professions de la santé et des droits des patients.

Cette modification introduit des dispositions complémentaires relatives notamment aux conditions et à la procédure de nomination des membres de cette autorité ainsi qu'à leurs devoirs généraux. Certaines de ces dispositions ont en effet disparu avec l'abrogation de la loi sur les membres des commissions officielles du 24 septembre 1965.

*Pour toute information complémentaire : Mme Nicole Blanchard, directrice, commission de surveillance des professions de la santé et des droits des patients, DARES, ☎ 022 546 89 55.*

---

### **Aide financière accordée à l'association Stop Suicide**

Conformément à la [loi genevoise sur les indemnités et les aides financières du 15 décembre 2005 \(LIAF\)](#), le Conseil d'Etat a décidé d'accorder une aide financière à Stop Suicide pour l'année 2010 d'un montant de 65'000 francs.

Cette aide financière permettra à Stop Suicide d'assurer des activités de sensibilisation à la problématique du suicide chez les jeunes.

*Pour toute information complémentaire : Mme Elisabeth Débenay, direction générale de la santé, DARES, ☎ 022 546 50 16.*

---

## Parcs et jardins, pépinières et arboriculture : extension du champ d'application de la CCT

Le Conseil d'Etat a décidé de proroger l'extension du champ d'application de la convention collective de travail du secteur des parcs et jardins, des pépinières et de l'arboriculture. Cette extension modifie également les salaires réels. Elle court jusqu'à l'échéance de la CCT, soit jusqu'au 31 décembre 2011.

Par cette extension, le Conseil d'Etat répond à la demande des partenaires sociaux et contribue ainsi à renforcer la paix sociale au sein de cet important secteur. Cette décision permettra d'assurer des conditions de travail minimales uniformes pour l'ensemble des travailleurs de la branche, tout en consolidant leur protection sociale. Du point de vue patronal, elle renforce également la loyauté en matière de concurrence, en ce sens que celle-ci ne pourra pas s'exercer au travers de la sous-enchère salariale.

Sur un plan formel, l'arrêté du Conseil d'Etat doit encore être approuvé par le Département fédéral de l'économie avant de pouvoir entrer en vigueur, au plus tôt le 1<sup>er</sup> octobre 2010.

*Pour tout renseignement complémentaire : M. Jacques Cotting, directeur de l'OCIRT, DSE, ☎ 022 388 29 29.*

---

## Aboutissement d'une initiative à Meyrin

Le Conseil d'Etat a constaté l'aboutissement de l'initiative communale à Meyrin intitulée « Pour le rétablissement du bus 28 à Meyrin ».

La vérification des signatures déposées à l'appui de la demande de l'initiative communale a donné les résultats suivants :

- signatures annoncées : 2127
- signatures contrôlées : 1606
- signatures validées : 1356



Le nombre de 1341 signatures valables, soit les 10% de signatures valables d'électeurs de la commune requis par la [Constitution](#) pour faire aboutir l'initiative (art. 68B, al. 1, lettre c), est atteint.

Les recours contre la décision en matière de validation des signatures doivent être adressés au Tribunal administratif au plus tard six jours à compter du lendemain de la publication de l'arrêté.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA, ☎ 022 327 95 00.*

---

## Troinex : aboutissement d'un référendum

Le Conseil d'Etat a constaté l'aboutissement du référendum contre la délibération du Conseil municipal de la commune de Troinex, du 17 mai 2010 ouvrant un crédit d'engagement de 1'705'000 F destiné aux frais d'étude du projet définitif de trois immeubles de logements au lieu-dit « Les Saussac ».



La vérification des signatures déposées à l'appui de cette demande de référendum a donné les résultats suivants :

- signatures annoncées : 357
- signatures contrôlées : 354
- signatures validées : 346

Le nombre de 302 signatures valables, soit les 20% de signatures valables d'électeurs de la commune requis par la [Constitution](#) pour faire aboutir le référendum (art. 59, al. 1, lettre b), est ainsi atteint.

Les recours contre la décision en matière de validation des signatures doivent être adressés au Tribunal administratif au plus tard six jours à compter du lendemain de la publication de l'arrêté.

La date de la votation est fixée au 28 novembre 2010.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,  
☎ 022 327 95 00.*

---

## **Sujets cantonaux soumis à votation le 28 novembre 2010**

Le Conseil d'Etat soumettra les objets cantonaux suivants au vote populaire le 28 novembre 2010 :

- la loi constitutionnelle modifiant la constitution de la République et canton de Genève (contreprojet à l'IN 141 « Accueil continu des élèves » qui a été retirée), du 27 mai 2010 (A 2 00 – [10639](#)) ;
- la loi d'application du code civil suisse et autres lois fédérales en matière civile (E1 05 – [10481](#)) - (*sous réserve du vote du Grand Conseil*) ;
- la loi organisant la commission de conciliation en matière de baux et loyers (E 3 15 – [10468](#)) (*sous réserve du vote du Grand Conseil*).

Le gouvernement a également fixé un objet communal à Troinex sur le référendum lancé contre la délibération du Conseil municipal du 17 mai 2010, ouvrant un crédit d'engagement de 1'705'000 F destiné aux frais d'étude du projet définitif de trois immeubles de logements au lieu-dit « Les Saussac » (voir ci-dessus).

A la même date, le Conseil fédéral soumettra au vote populaire les objets suivants :

- [l'initiative populaire « Pour le renvoi des étrangers criminels \(Initiative sur le renvoi\) »](#) ;
- [l'arrêté fédéral concernant l'expulsion et le renvoi des criminels étrangers dans le respect de la Constitution](#) (contreprojet à l'initiative « Pour le renvoi des étrangers criminels (Initiative sur le renvoi) ») ;
- la question subsidiaire : si l'initiative et le contreprojet sont acceptés, lequel des deux a-t-il votre préférence ? ;
- [l'initiative populaire « Pour des impôts équitables. Stop aux abus de la concurrence fiscale \(Initiative pour des impôts équitables\) »](#).

Les prises de position des partis politiques, autres associations ou groupements doivent être déposées en mains propres au service des votations et élections, route des Acacias 25, au plus tard le lundi 11 octobre 2010, avant midi.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,  
☎ 022 327 95 00.*

---

## Nouvelle conseillère municipale dans la commune de Presinge



Le Conseil d'Etat a proclamé Mme **Jutta Lenggenhager** élue sans scrutin à la fonction de conseillère municipale de la commune de Presinge.

Suite à la démission de M. Stéphane Bottone, siégeant au Conseil municipal de la commune de Presinge, le Conseil d'Etat a fixé, lors de sa séance du 9 juin 2010 (voir [point de presse](#)), la date de l'élection complémentaire au 17 octobre 2010 avec un délai de dépôt des candidatures au lundi 5 juillet 2010 à 12h00 au plus tard.



Une seule liste de candidature a été déposée dans le délai prescrit au service des votations et élections portant le nom de Mme Lenggenhager. L'élection complémentaire devient dès lors tacite.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,  
☎ 022 327 95 00.*

---

## Nouvelle conseillère municipale dans la commune de Cartigny



Le Conseil d'Etat a proclamé Mme **Sylvana Moget** élue sans scrutin à la fonction de conseillère municipale de la commune de Cartigny. Elle remplace Mme Solange Guignard, démissionnaire, sur la liste « Vivre à Cartigny ».

La candidature unique de Mme Moget a été déposée dans le délai légal auprès du service des votations et élections par la majorité des signataires de la liste. Son élection est donc tacite.



*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,  
☎ 022 327 95 00.*

---

## Deux nouveaux conseillers municipaux dans la commune de Lancy



Le Conseil d'Etat a proclamé M. **Francisco Taboada** (à gauche) et M. **Panagiotis Pabouctsidis** élus sans scrutin à la fonction de conseillers municipaux de la commune de Lancy.

M. Taboada remplace M. Karel Studer sur la liste « Les Verts », tandis que M. Pabouctsidis reprend le poste laissé vacant par la démission de M. Patrick Lussi, sur la liste « Union Démocratique du Centre ».

Ces deux candidatures ont été déposées au service des votations et élections dans le délai légal par la majorité des signataires des listes respectives.



Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,  
☎ 022 327 95 00.

---

## Nouveau conseiller municipal dans la commune de Thônex



Le Conseil d'Etat a proclamé M. **Marc Junet** élu sans scrutin à la fonction de conseiller municipal dans la commune de Thônex. Il remplace M. Daniel Thurre, démissionnaire du Conseil municipal, sur la liste « Les Socialistes et les Verts ».

La candidature de M. Junet est la seule à avoir été déposée au service des votations et élections dans le délai légal par la majorité des signataires de la liste.



Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,  
☎ 022 327 95 00.

# Nominations

---

## Nouvelle directrice générale de la FSASD

Le Conseil d'Etat a tenu à féliciter Mme **Marie Da Roxa**, actuelle secrétaire générale du département des affaires régionales, de l'économie et de la santé (DARES), pour sa nomination par le conseil de la [Fondation des services d'aide et de soins à domicile \(FSASD\)](#) en tant que directrice générale, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2010.

La FSASD dépend du DARES et assure des prestations diverses de maintien, d'aide et de soins à domicile pour la population genevoise. Les professionnels de la fondation exercent leur mission sur l'ensemble du canton. Plus de 1'900 collaborateurs œuvrent ainsi au maintien à domicile de près de 16'000 clients de tout âge, sept jours sur sept.

Grâce à ses compétences et son expérience professionnelle en tant que secrétaire générale à la tête du département durant onze ans, Mme Da Roxa permettra à la FSASD de relever les nombreux défis à venir, notamment la mise en œuvre de la nouvelle [loi sur le réseau de soins](#), objectif majeur de législature du DARES, ainsi que la transformation de la FSASD de fondation privée en un établissement public autonome. Mme Da Roxa aura ainsi l'occasion de poursuivre son engagement pour le service public à la tête d'un des principaux partenaires de la santé à Genève.

Le Conseil d'Etat ne peut que regretter le départ d'une collaboratrice de grande valeur dont les qualités personnelles et professionnelles sont unanimement reconnues. Il se réjouit toutefois de pouvoir poursuivre leur collaboration dans le cadre des tâches exaltantes qui l'attendent.

*Pour toute information complémentaire : M. Pierre-François Unger, conseiller d'Etat, DARES,  
☎ 022 546 88 01.*

---

## Nouveau directeur du département d'exploitation des Hôpitaux universitaires de Genève

Sur proposition du conseil d'administration des Hôpitaux universitaires de Genève (HUG), le Conseil d'Etat a ratifié l'engagement de M. **Christian Decurnex** à la fonction de directeur du département d'exploitation des HUG, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2010.

Titulaire d'un doctorat en sciences techniques de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL), M. Decurnex est au bénéfice d'une expérience professionnelle diversifiée tant dans le domaine technique que dans la gestion de projets et le management. Il a collaboré dans différentes entreprises suisses notamment dans l'industrie et le nucléaire.

*Pour toute information complémentaire : Mme Thérèse Legerer, service de la communication des HUG,  
☎ 022 372 60 06.*

# Agenda des invitations à la presse

---

*Sous réserve de modifications*

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
29 juillet 11h00	Entrée en vigueur de la nouvelle loi sur l'énergie	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	CE	Caroline Dallèves (DSPE) ☎ 022 546 76 18 Rafaële Gross (DCTI) ☎ 022 327 31 24 ou 076 313 0125
11 août 14h00	Valorisation de la filière lait	Rendez-vous à l'arrivée du téléphérique du Salève	DIM	Dorothée Zarjevski ☎ 022 327 96 07